

Le marché de l'emploi évolue favorablement

Au cours des années 2010 et 2011, non sans surprise, la conjoncture de la Suisse s'est clairement et rapidement remise du choc qui a ébranlé les marchés financiers en 2008-2009. De 4,1%, le taux du chômage s'est replié à 2,7% jusqu'en juillet 2011. Depuis lors, il enregistre une légère tendance à la hausse, qui devrait toutefois s'atténuer à nouveau dans le courant de l'année. En moyenne annuelle, ce taux s'établira vraisemblablement à 3,2% en 2013. Le passage à la nouvelle méthode de recensement de la population a nécessité quelques adaptations.

La crise internationale qui a frappé la finance, les banques et la dette publique a provoqué une forte hausse du taux de chômage suisse: celui-ci est passé, en moyenne annuelle, de 2,6% en 2008 à 3,7% en 2009. Le redressement étonnamment vigoureux de l'économie l'a ensuite fait reculer à 3,5% en 2010 et 2,8% en 2011. Depuis le milieu de cette dernière année, le taux de chômage exprimé en données désaisonnalisées affiche toujours une légère tendance à la hausse, qui s'atténue toutefois progressivement.

Le nombre de personnes au chômage, après correction des variations saisonnières, a augmenté de 120 000 à quelque 131 000 au cours de l'année 2012. En moyenne annuelle, leur nombre s'établit à 125 600, ce qui représente un taux de 2,9%. Le nombre de demandeurs d'emploi a évolué parallèlement et s'établit à 178 400 en moyenne annuelle.

Chaque mois de l'année 2012, environ 10 000 personnes ont subi une réduction de leur horaire de travail. Cela représente quelque 4 000 de plus qu'en 2011, mais pratiquement sept fois moins qu'en 2009. Cette année-là, 67 000 personnes avaient perçu des indemnités en ce sens en moyenne annuelle.

Le nombre de personnes inscrites au chômage depuis plus d'un an (chômeurs de longue durée) a diminué, passant de 24 700 en 2011 à 19 300 en moyenne en 2012. Rapporté au nombre total de chômeurs, leur proportion a reculé de 20 à 15%. Depuis le début de 2013, le nombre de chômeurs de longue durée tend à augmenter, avec un décalage d'une année environ par rapport à l'ensemble du chômage. Fin août 2013, leur proportion atteignait 16,1%.

Un chômage en légère hausse

La légère tendance à la hausse du nombre de chômeurs et de demandeurs d'emploi se maintient en 2013. Ainsi, 130 000 personnes au chômage et 181 130 à la recherche d'un emploi étaient inscrites fin août 2013, soit respectivement 8,5 et 6,4% de plus qu'en 2012.

L'atténuation de la légère hausse de l'emploi a pu être stoppée au troisième trimestre 2013. Pour 2013, le Groupe d'experts des prévisions conjoncturelles de la Confédération table sur une hausse de l'emploi de 1,3%

en équivalents plein temps, qui devrait se poursuivre au même rythme en 2014. En moyenne annuelle, les prévisions montrent que le taux de chômage devrait atteindre 3,2%. Cette évolution toujours très favorable sur le marché du travail est principalement due à la croissance du PIB, laquelle est de nouveau à la hausse; elle devrait s'établir à 1,8% pour 2013 et se renforcer encore en 2014. La conjoncture intérieure est certes robuste, mais l'industrie d'exportation souffre de conditions difficiles. La demande intérieure – pour l'immobilier, la construction et les services fournis par l'économie privée – profite d'une immigration continue et de taux d'intérêt très bas. Les prestations offertes par les services publics et semi-publics bénéficient de finances publiques toujours saines. La récession qui prévaut à l'étranger est, en revanche, de plus en plus perceptible dans les domaines de l'industrie et du tourisme. Le franc, qui reste très fort, ne fait qu'aggraver la situation.

Le nouveau recensement de la population et ses conséquences

Le taux de chômage exprime le pourcentage des personnes sans emploi par rapport au nombre d'actifs¹. Il est possible d'indiquer cette valeur globalement ou de la ventiler en fonction de divers critères (âge, région, etc.). Le Seco calcule et publie le taux de chômage chaque mois en l'assortissant d'une documentation complète.

Le nombre total de chômeurs et de personnes inscrites dans les ORP permet de calculer le taux de chômage. Le nombre de personnes actives est fourni par le recensement fédéral de la population. Sont réputées telles toutes celles qui exercent une activité lucrative d'une heure de travail hebdomadaire au moins, auxquelles s'ajoutent les personnes qui n'ont pas d'emploi. Le recensement fédéral de la population était autrefois effectué tous les dix ans sur la base d'un relevé exhaustif. Depuis 2010, l'Office fédéral de la statistique (OFS) recourt à une nouvelle méthode qui consiste à combiner les données administratives extraites de certains registres et celles collectées à l'aide d'enquêtes par échantillonnage, ce qui permet d'actualiser les chiffres plus rapidement.



Dominique Babey
Chef du centre de prestations Marché du travail et assurance-chômage, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Berne

Tableau 1

Fonds de compensation de l'assurance-chômage: bilan au 31 décembre 2012

	2012	2011	Différence par rapport à 2011	
	En millions de francs	En millions de francs	En millions de francs	En %
Liquidités des caisses de chômage	81.7	80.2	1.5	
Liquidités de l'organe de compensation	274.6	169.3	105.3	
Placements à court terme de l'organe de comp.	–	–	–	
Liquidités et placements	356.3	249.5	106.8	
Créances diverses des caisses de chômage	73.2	53.3	19.9	
Créances fondées sur l'art. 29 LACI	34.0	32.3	1.7	
Créances indemnité en cas d'insolvabilité	72.7	61.5	11.2	
Créances stages professionnels	1.3	1.1	0.2	
Créances envers les cantons	147.3	140.8	6.5	
Créances diverses de l'organe de comp.	0.4	0.3	0.1	
Créances de l'OC envers la CdC/AVS	749.1	708.4	40.7	
Retenue CdC	184.0	193.0	–9.0	
Créances accords bilatéraux	2.6	3.6	–1.0	
Créances et avoirs	1 264.6	1 194.4	70.2	
Comptes de régularisation actifs	125.4	112.4	13.0	
Actif circulant	1 746.3	1 556.3	190.0	
Immobilisations corpor. mobilières des CCh	1.6	1.5	0.1	
Immobilisations corpor. mobi. de l'organe de comp.	12.6	12.9	–0.3	
Actif immobilisé	14.3	14.4	–0.1	
Actifs	1 760.5	1 570.7	189.8	12.1
Engagements des caisses de chômage	13.6	12.9	0.7	
Engagements de l'organe de compensation	–9.7	–22.6	12.9	
Engagements accords bilatéraux	23.8	27.6	–3.8	
Engagements à court terme	27.7	17.9	9.8	
Provisions fondées sur l'art. 29 LACI	34.2	32.4	1.8	
Provisions d'insolvabilité	72.7	61.5	11.2	
Provisions stages professionnels	1.3	1.1	0.2	
Provisions diverses des caisses de chômage	10.5	10.3	0.2	
Provisions de l'organe de compensation	65.2	56.7	8.5	
Provisions et correctifs de valeur	183.9	162	21.9	
Comptes de régularisation passifs	22.8	22.5	0.3	
Fonds étrangers à court terme	234.3	202.4	31.9	
Prêts de trésorerie Confédération	5 000.0	6 000.0	–1 000.0	
Fonds étrangers à long terme	5 000.0	6 000.0	–1 000.0	
Fonds étrangers	5 234.3	6 202.4	–968.1	
Capital propre du fonds de l'AC au 1 ^{er} janvier	–4 631.7	–6 259.2	1 627.5	
Résultat comptable	1157.9	1627.5	–469.6	–28.9
Capital propre du fonds de l'AC au 31 décembre	–3 473.8	–4 631.7	1 157.9	
Passifs	1 760.5	1 570.7	189.8	12.1

Source: SECO / La Vie économique

domicile). Plus la population active et ses composantes structurelles se sont modifiées entre les deux périodes de relevé, plus les différences observées sont importantes en points de pourcentage.

Les données relatives à la population active (statut d'activité, profession, etc.) ne sont pas toutes disponibles dans les registres officiels. Elles doivent également être estimées à partir d'enquêtes par échantillonnage. À l'heure actuelle, il n'existe pas d'autre option appropriée que le recensement de la population pour obtenir les données souhaitées. Les investigations effectuées à ce propos l'ont mis en évidence. Cependant, l'utilisation à l'échelon national et cantonal des chiffres les plus récents obtenus par échantillonnage est tout à fait soutenable lors du calcul du taux de chômage. Un modèle d'estimation a été développé afin de publier également des données reposant sur des taux calculés à l'aide d'échantillonnages d'importance modeste. Il permet de tenir compte du fait que les données mises à disposition dans le cadre du recensement de la population proviennent d'échantillons dont la valeur tangible est entachée d'un certain flou.

Le taux de chômage corrigé a pu être introduit le 9 juillet 2012, autrement dit dans les délais impartis. Les tableaux jusqu'alors disponibles dans la documentation de presse subsistent tous sans exception.

S'agissant des flous inhérents au procédé de l'enquête par échantillonnage, il faut encore attendre la sortie des données cumulées (sur une période de trois à cinq ans) pour les dissiper. Les conséquences du nouveau recensement de la population resteront donc un sujet d'actualité à moyen terme.

De nouveaux excédents financiers

Cotisations des assurés et des employeurs

Fixées à 2,2%, les cotisations des assurés et des employeurs se sont élevées à 6354,8 millions de francs en 2012 (6144,8 millions en 2011), soit 210,0 millions de plus (3,4%) que l'année précédente.

Indemnités de chômage

Les indemnités de chômage ont atteint un total de 4277,1 millions de francs durant l'année écoulée (4157,9 millions en 2011), soit 119,2 millions ou 2,9% de plus que l'année précédente. Cela représente une moyenne mensuelle d'environ 356,4 millions de francs.

Indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail

Le montant des indemnités versées en cas de réduction de l'horaire de travail s'élève à 157,5 millions de francs (96,4 millions en 2011). Cela

La nouvelle méthode de recensement a eu des conséquences sur le taux de chômage. La population active est passée de 3 946 988 personnes en 2000 à 4 322 899 lors du recensement de 2010. Cette augmentation a eu pour effet de faire baisser le taux de chômage de 3,9 à 3,5%. L'adaptation du taux de chômage au nouveau nombre d'actifs fourni par le recensement structurel de la population a mis en évidence des différences plus ou moins prononcées suivant les catégories de chômeurs (sexe, âge, nationalité et canton de

1 Le taux de chômage se calcule comme suit: (nombre de chômeurs/nombre d'actifs) * 100.

Tableau 2

Fonds de compensation de l'assurance-chômage: compte d'exploitation du 1^{er} janv. au 31 déc. 2012

	2012	2011	Différence par rapport à 2011	
Chômeurs inscrits / Moyenne annuelle	125 594	122 892		
Taux de chômage	2.9	2.8		
	En millions de francs	En millions de francs	En millions de francs	En %
Cotisations salariales	6 364.4	6 154.4	210.0	3.4
Dommages-intérêts	2.7	3.1	-0.4	-12.9
./. Amortissements des cotisations	-12.3	-12.7	-0.4	-3.1
Cotisations assurés et employeurs	6 354.8	6 144.8	210.0	3.4
Confédération	442.0	922.4	-480.4	-52.1
Cantons	147.3	140.8	6.5	4.6
Contributions des pouvoirs publics	589.4	1 063.3	-473.9	-44.6
Produit	6 944.2	7 208.0	-263.8	-3.7
Indemnités de chômage	3 919.8	3 812.8	107.0	2.8
Ind. journ. non soumises à cotisation	17.0	14.8	2.2	14.9
Allocations familiales	57.6	53.9	3.7	6.9
Cotisations AVS, Suva et LPP	616.4	616.5	-0.1	0.0
./. Cotisations assurés à l'AVS/Suva/LPP	-330.2	-331.3	-1.1	-0.3
./. Part. des cantons aux ind. journ. de crise	-	-4.8	-4.8	-100.0
./. Part. employeurs aux stages prof.	-3.6	-4.0	-0.4	-10.0
Indemnités de chômage	4 277.1	4 157.9	119.2	2.9
Indemnités réduction horaire de travail	157.5	96.4	61.1	63.4
Indemnités en cas d'intempéries	97.8	27.7	70.1	253.1
Indemnités en cas d'insolvabilité	46.1	31.2	14.9	47.8
./. Recettes indemnités insolvabilité	-9.6	-9.4	0.2	2.1
Indemnités en cas d'insolvabilité	36.6	21.9	14.7	67.1
Mesures relatives au marché du travail	547.7	578.9	-31.2	-5.4
./. Part. des cantons aux frais de cours	-8.8	-4.2	4.6	109.5
Mesures relatives au marché du travail	538.8	574.7	-35.9	-6.2
Charges des prestations directes	5 107.8	4 878.6	229.2	4.7
Indemnisation accords bilatéraux	4.9	2.1	2.8	133.3
Résultat d'exploitation I	1 831.5	2 327.3	-495.8	-21.3
Frais administration des caisses de chômage	159.1	162.5	-3.4	-2.1
Frais d'administration des cantons	439.8	450.6	-10.8	-2.4
Frais d'administration de la CdC	19.0	19.0	-	0.0
Frais d'admin. de l'organe de compensation	48.0	44.3	3.7	8.4
Frais d'administration	666.0	676.4	-10.4	-1.5
Produit de l'intérêt des caisses de chômage	0.1	0.2	-0.1	-50.0
Produit de l'intérêt de l'organe de compensation	-16.1	-29.3	-13.2	-45.1
Produit de l'intérêt de la Centrale AVS/CdC	4.7	4.3	0.4	9.3
Résultat financier	-11.3	-24.9	-13.6	-54.6
Résultat d'exploitation II	1 154.3	1 626.0	-471.7	-29.0
Autres recettes	1.6	0.8	0.8	100.0
Recettes non incorporées à la période	2.0	0.7	1.3	185.7
Recettes extraordinaires	3.6	1.4	2.2	157.1
Résultat	1 157.9	1 627.5	-469.6	-28.9

Source: SECO / La Vie économique

dente, pour un total de 424,2 millions de francs (454,7 millions en 2011). Les cantons ont participé aux frais de cours pour 8,8 millions de francs durant l'exercice écoulé (4,2 millions en 2011). Cela correspond à une augmentation de 4,6 millions de francs.

Frontaliers: remboursement en vertu du nouveau règlement de la CE

La coordination des différents systèmes de sécurité sociale est ancrée dans l'Accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) signé entre la Suisse et l'UE. Depuis le 1^{er} avril 2012, elle se base sur le nouveau règlement (CE) n° 883/2004.

La disposition déterminante de ce texte prévoit que les États où s'exerce l'activité principale participent à l'indemnisation des frontaliers au chômage.

En vertu de la réglementation de l'UE, le principe régissant la situation des frontaliers au chômage veut que l'État dans lequel l'activité est exercée prélève et garde les cotisations salariales de l'assurance-chômage, tandis qu'il incombe au pays de résidence de servir les prestations correspondantes. Le nouveau règlement de la CE prévoit par conséquent une compensation: les États dans lesquels l'activité est exercée remboursent en partie aux pays de résidence l'indemnité de chômage servie. Si le travail a duré moins de douze mois, ils leur versent le coût effectif de l'indemnité de chômage pour les trois premiers mois. Si la durée est supérieure, le remboursement est exigible pour les cinq premiers mois. Ce principe est également applicable pour les travailleurs frontaliers suisses. En raison des modalités de facturation définies dans le règlement de la CE, seuls les coûts de la période allant d'avril 2012 à juin 2012 ont été réclamés à la Suisse jusqu'ici. Le montant facturé à ce titre s'élève tout juste à 4 millions de francs.

Résidents de courte durée: remboursement des cotisations

Dans l'intervalle, la plupart des accords conclus entre la Suisse et les États membres de l'UE/AELE ont expiré. Seules la Bulgarie et la Roumanie sont encore concernées par le système de rétrocession, et cela jusqu'au 31 mai 2016. Les cotisations remboursées pour l'année écoulée se sont élevées à 1 million de francs (2,1 millions en 2011).

Résultat

Le compte 2012 se clôt sur un excédent de 1157,9 millions de francs (1 627,5 millions en 2011).

Encadré 1

Prêts de trésorerie de la Confédération

Des prêts de trésorerie pour 1000,0 millions de francs ont été remboursés à la Confédération en 2012. À la fin de l'année, les prêts atteignaient un montant total de 5000,0 millions (6000,0 millions en 2011).

Les 1400,0 millions remboursés en 2011 comprennent les 500 millions de francs alloués au fonds de compensation de l'assurance-chômage dans le cadre des mesures prises par le Parlement pour lutter contre les effets du franc fort.

représente une augmentation de 61,1 millions par rapport à l'année précédente.

Mesures relatives au marché du travail

Les mesures individuelles relatives au marché du travail ont coûté 123,5 millions de francs durant l'exercice écoulé (124,2 millions en 2011), soit 0,7 million de francs (0,6%) de moins que l'année précédente. Le coût des mesures collectives relatives au marché du travail a diminué de 30,5 millions de francs (6,7%) par rapport à l'année précé-